

A bas le colonialisme !

TERREUR NAZIE A MADAGASCAR

Les nouvelles qui nous parviennent de sources différentes confirment nos informations précédentes sur la terreur qui règne à Madagascar.

« A Tananarive, écrit un correspondant, les patrouilles sénégalaises armées de fusils et de coupes-coupes sillonnent la ville. Sous prétexte de fouiller des armes, les Sénégalais, commandés par des sous-officiers blancs, arrêtent des gens dans la rue, les frappent à coup de crosse, leur font exhiber leur portefeuille sous prétexte de demander leur carte. Les montres, les stylos, les bijoux de femmes, tout est rafflé. »

Il est permis de se demander à quels excès se livrerait la soldatesque si l'état de siège avait été décrété. Le « calme » est revenu à Tananarive, annoncent les communiqués du ministère des Colonies.

Ils veulent probablement parler du calme avec lequel les Sénégalais peuvent piller une population terrorisée.

Un train disparaît

Une autre lettre nous apprend qu'aux environs de Moramanga un train complet a été assailli par les Sénégalais, « aucun n'a été épargné... Seul un serre-frein semble en être sorti... »

Bien entendu, pour l'Époque et la presse réactionnaire, les atrocités sont le fait des Malgaches, qui ont tué quelques centaines d'Européens. Elle oublie simplement de penser que les victimes européennes ont été tuées au combat et que dans toutes les localités où les Européens ont donné la mort, les femmes, les enfants, les étrangers, Hindous, Chinois, etc., ont été systématiquement épargnés.

Salicetti, de la D.E.G.E.R.

A ce sujet, le ministre « socialiste » des Colonies pourrait-il nous informer sur le rôle qu'a joué le dénommé Salicetti au camp de Mosamanga, deux heures avant la « rébellion » comme il dit, et s'il est ou non une créature de la D.E.G.E.R. ?

I.R.C.

On a parlé aussi de la Grève générale à la Guadeloupe

La grève générale du 10 mars 1946 avait permis à la population laborieuse de la Guadeloupe de remporter une victoire. Malgré le désaveu de la centrale syndicale et du secrétariat du P.C.F., les coupeurs de cannes, par exemple, avaient fait porter leur journée de 100 à 160 francs.

Mais pour étouffer le mouvement, l'administration avait fait valoir les arguments habituels de « baisse du coût de la vie », etc. En réalité, les sacrifices des travailleurs n'ont fait que s'accroître : la dévaluation de décembre 1945 et l'alignement du franc antillais sur celui de la métropole n'ont rien amélioré des conditions de vie ; les salaires n'ont pas augmenté alors que les usiniers ont obtenu du gouvernement une hausse du prix du sucre.

Le 6 mai, les coupeurs de cannes de l'usine Gardel exigent que leur salaire journalier soit porté de 160 à 210 francs. Le lendemain, les charretiers se joignent à eux et le 8, tandis que les grévistes de chez Gardel gagnent à leur cause les grévistes de l'usine Courcelle, le bureau syndical des cultivateurs et chimistes décide la grève pour le 12, si satisfaction n'est pas donnée aux coupeurs. Entre le 12 et le 17, plus de dix usines sont en grève, dont la plus importante est Darbousseier, forteresse de la Société Industrielle et Agricole de Pointe-à-Pitre. Le 19, l'usine

Oui ou non, a-t-on torturé les députés ?

Nous pourrions citer bien des cas d'atrocités, mais nous demandons au « socialiste » Moutet de nous démentir s'il est faux qu'à Manakara 40 malgaches aient été abattus à la mitrailleuse quelques instants après leur arrestation... S'il est faux qu'à Tananarive on ait laissé nu dans la nuit l'oncle d'un député et que la population française a défilé devant lui... S'il est faux que Ravaohangy et Raherivo aient subi le supplice des bains d'eau glacée comme savait si bien le pratiquer le Gestapo et les SS de Buchenwald ?

La parole est à Moutet.

En même temps, de nouvelles informations nous permettent de situer les origines du complot qui n'était pas dirigé, comme s'en doute nos lecteurs, contre les colons, et peu à peu le voile se

Bravo, Abd el-Krim !

(Suite 1^{re} page)

Si vous avez trompé ces messieurs de l'état-major et du ministère des Colonies, vous avez bien fait. Il faut savoir tromper le bourgeois, lui mentir, ruser avec elle, enseignait Lénine. Il y a vingt ans, vaincu, vous vous étiez volontairement rendu à ces gens-là. N'apprennent-ils pas aux enfants, dans les livres d'histoire, que la « perle d'Albion » manqua de grandeur envers Napoléon vaincu ? Pourtant, ils vous ont déporté, et aujourd'hui encore la « faveur » qu'ils vous accordaient, en vous exilant autre part, n'était qu'une tromperie sournoise, ainsi que le révélait cyniquement France-soir mardi der-

DU MONDE ENTIER

Grèce
Après l'échec complet de l'offensive du gouvernement fasciste contre eux, les partisans passent à la contre-offensive en Thrace et en Thessalie, avec un matériel plus perfectionné : D. C. A., canons antichars, etc. Ils s'approchent de Florina, où ils sont sur le point de prendre un important aérodrome militaire, et de Kilkis.

Hollande
Grève de huit cents ouvriers aux moulins de Leiden.
Grève des chantiers navals à Schiedam.
Grève des pétroles à Rotterdam.
Grève des filatures à Tilburg.

Hongrie
Le président du Conseil Ferenz Nagy s'enfuit en Suisse et donne sa démission. Il appartenait au « parti des petits propriétaires », parti réactionnaire impliqué récemment dans un complot avec les fascistes, et dont le chef, Bela Kovacs, vient d'être arrêté par l'armée soviétique. Mais les staliniens hongrois ont fait démissionner, comme nouveau président du Conseil, Oltványi, membre, lui aussi, du « parti des petits propriétaires » ! Cette « tactique » n'a pas empêché Washington de suspendre son aide financière à la Hongrie.

Indes
La bourgeoisie hindoue accentue sa campagne de répression antitroskyste. Perquisitions et arrestations se succèdent. Les camarades Sen, Mandekar et Pillai, membres du Comité central du parti bolchevik léniniste, section hindoue de la IV^e Internationale, ont été emprisonnés pour avoir organisé la grève des travailleurs textiles, qui dure depuis soixante-dix jours. L'arrestation du dirigeant trotskyste Colin de Silva avait provoqué, il y a quinze jours, une grève de cent mille ouvriers à Madras.

Italie
Après un simulacre de démission, le leader démocrate-chrétien de Gasperi, président du Conseil sortant, a reformé un gouvernement selon les vœux de la bourgeoisie italienne, de ses bailleurs de fonds de Wall Street et du Vatican. Les réformistes et les staliniens en sont satisfaits. Le ministre des Finances est le gouverneur de la Banque d'Italie, et le ministre du Commerce est le plus gros industriel de Milan.

Palestine
Vingt mille travailleurs juifs et arabes, drapeaux rouges en tête, célèbrent le 1^{er} mai.

Au Viet-Nam

LA PAIX BOLLAERT c'est la paix pour les militaires et les colons

Amoncelant ruines et cadavres, le commandement du corps expéditionnaire en Indochine a réussi à reconquérir les principaux centres urbains du Tonkin. Mais dans l'ensemble du pays les partisans restent les maîtres.

La saison interdit toute opération militaire d'envergure. Faute de victoire militaire, Bollaert cherche une victoire « diplomatique » qui sauve le prestige du gouvernement Ramadier.

L'universitaire Mus a été dépêché pour rencontrer Giam, ministre des Affaires étrangères du Viet-Nam.

« En toute équité », le gouvernement français n'a réclamé que la remise de toutes les armes à l'armée française et la liberté pour celle-ci de se déplacer dans tout le pays.

C'est cela que Moutet et Bollaert appellent une « négociation » en vue d'établir « la paix ».



Une négociation qui ressemblerait comme deux gouttes d'eau à une capitulation si le Viet-Nam l'acceptait. Une paix pour les colons et les culottes de peau, une paix de terreur contre les coolies des villes et les paysans.

Ho-Chi-Minh a refusé et s'est adressé par radio aux peuples vietnamiens et français. Les dépêches d'agence rapportent qu'il a terminé son discours par « Vive la France démocratique », « Vive l'indépendance du Viet-Nam au sein de l'Union française ».

Une France démocratique ou les grévistes sont réquisitionnés. Une indépendance au sein de l'Union française impérialiste. Autant de mots qui n'enthousiasmeront ni les travailleurs vietnamiens ni les jeunes Français sous l'uniforme.

En Côte d'Ivoire non plus... ON N'HUMANISERA PAS LE COLONIALISME

L'Afrique noire s'éveille et cela inquiète bien la bourgeoisie française qui craint l'extension de l'influence stalinienne « sous les tropiques ».

Le P. C. F. tente, en effet, de canaliser à son profit le développement de la conscience des masses africaines : par les syndicats rattachés à la C. G. T. et par le « Rassemblement démocratique » sous la direction d'Houliouet, député appartenant au P. C. F. Le Mouvement démocratique groupe plus de 300.000 adhérents et a remporté, en 1944-1945, deux grandes victoires : la suppression du travail forcé et la fin des réquisitions administratives.

Le P. C. F. place ce mouvement sur le terrain de sa lutte générale de la démocratie contre le fascisme vers « la démocratie nouvelle » dans le cadre de l'Union française. Toute sa politique consiste à vouloir remplacer d'un « mauvais » colonialisme par un « bon » colonialisme.

Dans le cadre de cette « humanisation » de l'exploitation coloniale, on trouve quelquefois un gouvernement « communiste » dans les colonies.

En Côte d'Ivoire, par exemple, l'offensive colonialiste a été menée par Marc Rucart, l'ancien gouverneur de Maudhuit et le fils de Marius Moutet contre le gouverneur post-

Le P.C.I. et les prisonniers allemands

Brest, 24 mai.

Ces derniers jours, un journal local publiait une information tendant à faire la confusion entre le P. C. I. et une organisation qui « aurait eu pour but de préparer une évacuation massive des P. G. A. ». Immédiatement le rayon de Brest a envoyé une rectification au journal « Le Télégramme ».

1^o Les histoires de « déviation massive » relèvent de la plus haute fantaisie. Cela n'a rien à voir avec notre ligne politique (en outre la S.N.C.F. ne met pas de trains spéciaux à notre disposition).

2^o Nous affirmons notre position à l'égard des P. G. A. Nous luttons pour la libération des travailleurs allemands prisonniers. En agissant ainsi, nous remplissons notre devoir de classe et nous luttons contre la réaction qui, elle, ayant les rênes du gouvernement, ne se fait pas faute de libérer les officiers nazis et EUX SEULS, afin de renforcer les « démocrates chrétiens » d'Allemagne.

3^o Nous réclamons pour les P. G. A. le droit d'association, le droit syndical et le droit de recevoir la presse ouvrière dans les camps. Nous luttons ainsi pour l'avvenir du mouvement prolétarien d'Allemagne, et contre les curés et les fascistes qui préchent à leur aise dans les camps.

Le chauvinisme stalinien conduit à ne rien faire pour les prisonniers allemands et à laisser les mains libres aux bourgeois qui ont récemment dissous un groupe anti-nazi dans un commando de Brest, mais qui soignent quelques techniciens nazis dans l'Arsenal.

4^o Pour défendre nos positions, nous diffusons « Neuer Spartakus » et « Solidarität ». C'est notre devoir. Nous l'avons accompli sous le feu de la Gestapo, puis sous les insultes et les coups des staliniens. Nous l'accomplirons encore en dépit des menaces de l'état-major bourgeois et de ses juges.

La vraie internationale

Le journal local n'a publié que le premier point de notre rectification. Mais les mensonges de la presse pourrie ne tromperont pas les ouvriers et, en dépit des provocations, nous diffuserons « Solidarität » par-

mi les P. G. A. Déjà, camarades, des centaines de prisonniers en Bretagne connaissent la presse de la IV^e internationale.

Demain, le dockeur de Hambourg rentrera chez lui. Il verra les supports du fascisme qui roulent toujours en auto. Sa femme lui dira : « Oui, ils ne sont pas restés longtemps dans les camps, eux. Le gouvernement français a été tendre pour EUX, et les communistes français n'ont rien dit ». Et le dockeur répondra : « Oui, les communistes français étaient occupés à me traiter de Boche, et à surveiller mon travail ».

La femme du dockeur hochera la tête en disant : « Ou est donc cette internationale des travailleurs pour laquelle des milliers de copains sont morts en 1933 dans le camp de Dachau ? ».

Notre P. G. A. pourra répondre en sortant de sa poche un vieux numéro de « Solidarität » : « La vraie internationale vit et grandit, je l'ai senti le jour où un ouvrier, en passant, m'a donné ce petit journal dans un patelin breton ».

André CALVES.